

De fait, nous avons eu maille à partir avec les Américains dès les premiers jours de la révolution . . . Dans les semaines qui ont suivi notre arrivée au pouvoir, l'ambassadeur Ortiz, fort des 5 000 \$ qu'il était autorisé à nous offrir, a prétendu dicter la politique de notre pays, poussant l'effronterie jusqu'à nous interdire d'établir des "liens étroits" avec Cuba. Bien entendu, nous avons répondu que nous n'étions pas à vendre et que la politique nationale et internationale de la Grenade ne concernait que notre gouvernement souverain et qu'elle ne pouvait faire l'objet de marchandage ni de pressions extérieures . . . Les Américains ont également refusé d'accréditer notre représentant permanent à l'OAS en tant qu'ambassadeur à Washington.⁸¹

L'attitude de la Grenade envers les États-Unis a continué de se durcir en 1979 et en 1980 par suite d'un coup d'État raté et de fréquents attentats, dont certains à la bombe, qui semblaient viser à déstabiliser le régime. Pour le gouvernement Bishop, ces incidents étaient imputables à des exilés basés aux États-Unis, agissant sous la bannière de l'ancien premier ministre Gairy et appuyés par la CIA.⁸²

S'il est difficile de savoir le rôle que les États-Unis ont joué dans cette campagne de déstabilisation sous l'administration Carter, il semble en tout cas que le gouvernement américain se soit peu soucié de mettre fin aux agissements des exilés sur son territoire. Le régime Bishop est donc resté méfiant, d'autant plus que les États-Unis refusaient d'extrader Gairy, qui devait répondre dans son pays à des accusations de complicité de meurtre et de tentative de meurtre.⁸³

Dans tous les cas de figure, il est fort possible que la Grenade aurait tenté un rapprochement avec le bloc socialiste, notamment avec Cuba et l'URSS. Mais le comportement hostile des États-Unis et l'insécurité engendrée chez les Grenadins n'a pu qu'accélérer le

⁸¹ "We'll Always Choose to Stand Up", dans *Forward Ever*, *op. cit.* (note 73), p. 49. Voir également, à la page 50, les propos de Bishop sur le refus américain de fournir de l'aide d'urgence et sur la campagne des États-Unis visant à bloquer l'aide multilatérale.

⁸² *Ibid.*, p. 49.

⁸³ Au moins un observateur affirme, sans preuve documentaire toutefois, que certaines agences du gouvernement américain appuyaient ces activités. Thorn-dike, *op. cit.* (note 71), p. 122.